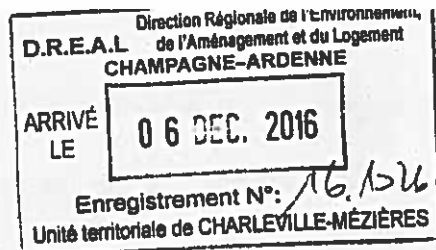




PRÉFET DES ARDENNES



INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Arrêté préfectoral complémentaire réglementant le fonctionnement des installations exploitées par la Société UNILIN située sur le territoire de la commune de BAZEILLES

Le Préfet des Ardennes
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 4442 du 3 juin 1999 autorisant la société Unilin à exploiter des installations fabrication de panneaux de fibres de bois sur le territoire de la commune de Bazeilles,

Vu l'arrêté préfectoral n° 4540 du 26 juillet 2002 autorisant la société Unilin à augmenter la capacité de ses unités de production de panneaux de fibres de bois MDF et à créer une unité de mélaminage sur le territoire de la commune de Bazeilles, et annulant les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 4442 du 3 juin 1999,

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 février 2007 concernant le déclassement de la rubrique 167c et la mise à jour d'autres prescriptions,

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 avril 2014 relatif à l'autosurveillance et aux valeurs limite d'émissions à respecter par les rejets atmosphériques du site ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2016-571 du 7 novembre 2016 portant délégation de signature à M. Frédéric CLOWEZ, secrétaire général de la préfecture des Ardennes,

Vu le courrier de l'exploitant du 27 juillet 2012 demandant la modification de l'auto-surveillance des rejets atmosphériques de l'établissement,

Vu la visite d'inspection du 16 décembre 2014,

Vu le courrier de l'exploitant du 19 janvier 2015 faisant suite à la visite d'inspection du 16 décembre 2014 et demandant la réduction de la fréquence de surveillance du formaldéhyde à la cheminée et demandant la mise en place d'une surveillance environnementale pérenne pour le formaldéhyde ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées, suite à cette visite d'inspection du 16 décembre 2014 ;

Vu l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du 20 septembre 2016

Vu l'avis du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques réuni le 20 septembre 2016 au cours duquel le demandeur a été entendu ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant le 20 octobre 2016 ;

Vu l'absence de remarques formulées par l'exploitant ;

CONSIDÉRANT que le site est soumis à la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 juillet 2002,

CONSIDÉRANT que l'exploitant a demandé la réduction de la fréquence de la surveillance du formaldéhyde dans les rejets atmosphériques du site dans ses courriers du 27 juillet 2012 et 19 janvier 2015,

CONSIDÉRANT que l'exploitant propose la réalisation d'une surveillance environnementale pérenne aux abords de son installation ;

CONSIDÉRANT que la surveillance environnementale réalisée en 2014 met en évidence un niveau d'exposition au formaldéhyde équivalent à la ville de Reims ou une commune considérée comme non impactée par une source d'émission fixe ;

CONSIDÉRANT qu'il convient de mettre à jour les dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 juillet 2002 et l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 avril 2014 conformément à l'article R. 512-31 du code de l'environnement.

Sur proposition de la directrice régionale de l'aménagement, de l'environnement et du logement Grand Est

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} – Objet

La société Unilin, située Zone Industrielle, sur le territoire de la commune de Bazeilles (08140), est tenue de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, modifiant l'arrêté préfectoral n° 4540 du 26 juillet 2002 – et l'arrêté préfectoral du 28 février 2007, portant autorisation d'exploiter des installations de fabrication de panneaux de fibres de bois.

ARTICLE 2 – Champ d'application

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent aux installations exploitées par la société Unilin dans l'enceinte de son établissement situé à Bazeilles.

L'article 3 du présent arrêté préfectoral annule et remplace l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 avril 2014.

L'article 4 du présent arrêté préfectoral annule et remplace l'article 11.6.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 juillet 2002.

Le paragraphe spécifique au bilan matière journalier permettant de suivre les émissions de formaldéhyde de l'article 11.6.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 juillet 2002 est annulé.

ARTICLE 3 – Auto-surveillance des rejets atmosphériques

Le présent article annule et remplace l'article 3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 28 avril 2014.

Fréquences	Auto-surveillance chaudières	Auto-surveillance séchoirs	Auto-surveillance électro-filtre humide	Filtre à manches
En continu avec enregistrement	Débit Oxygène Monoxyde de carbone	Débit Poussières COV totaux	-	-
Mensuelle	-			-
Trimestrielle	Métaux lourds	Poussières Humidité		-
Semestrielle	HAP CO Oxygène	Formaldéhyde	Poussières COV totaux Formaldéhyde	
Annuelle	NOx SO ₂	HCl HF Dioxines-furanes COV totaux	-	Poussières totales

Concernant la surveillance pour les composés HF et HCl, l'exploitant réalise une comparaison des résultats obtenus. Il doit justifier les évolutions des concentrations et flux mesurés par rapport aux résultats transmis en 2013 à savoir :

Équipements	HF (mg/Nm ³)	HCl (mg/Nm ³)
Séchoir 1	≤ 0,09	≤ 0,17
Séchoir 2	≤ 0,10	≤ 0,17

ARTICLE . 4 – Contrôle de l'impact des rejets atmosphériques sur l'environnement

- Surveillance de la qualité de l'air

L'exploitant réalise une surveillance de la qualité de l'air pour les paramètres suivants :

Paramètres	Fréquence
NOx	En permanence : 1 station fixe (P1 sur le plan)
Ozone	En permanence : 1 station fixe (P1 sur le plan)
Formaldéhyde	8 semaines réparties sur l'année (incluant 2 semaines de mesure par saison) : 1 station fixe (P1 sur le plan)

La station fixe de surveillance de la qualité de l'air est implantée conformément au plan joint en annexe au présent arrêté préfectoral (P1 sur le plan).

- Surveillance environnementale

L'exploitant réalise une évaluation maximale de l'impact des émissions atmosphériques de son établissement sur les teneurs en formaldéhyde présentes dans l'atmosphère. Les points de mesures sont répartis selon la carte jointe en annexe au présent arrêté préfectoral (P2 et P3 sur le plan)

L'évaluation maximale de l'impact des émissions atmosphériques est réalisée pendant 6 semaines de mesure sur la période estivale. Elle inclut une période d'arrêt des installations et une période de production normale.

ARTICLE 5 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément à l'art. R. 514-3-1 du Code de l'environnement, sans préjudice de l'application des articles L. 515-27 et L. 553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L. 514-6 et aux articles L. 211-6, L. 214-10 et L. 216-2 du même Code peuvent être déférées à la juridiction administrative de Chalons en Champagne :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée,
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

ARTICLE 6 – SANCTIONS

Faute pour l'intéressé de se conformer au présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à la section 2 du chapitre 1, titre VII, livre 1er de la partie législative du Code de l'Environnement susvisé.

ARTICLE 7 – PUBLICITE

Le présent arrêté fera l'objet d'une publication, sous forme d'avis, dans deux journaux locaux, par les soins du préfet et au frais de l'exploitant. Faute de se conformer à l'obligation de publicité, il pourra être procédé à la consignation de somme correspondant au montant de l'annonce légale.

ARTICLE 8 – EXECUTION

Le secrétaire générale de la préfecture des Ardennes et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au directeur de la société UNILIN et dont copie sera transmise, pour information, au maire de Bazeilles.

Charleville-Mézières, le 10 novembre 2016

le préfet

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,

Frédéric CLOWEZ